

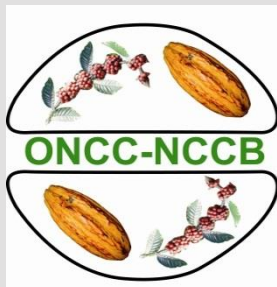
de developpement durable de la filière cacao du cameroun

Synthèse des thématiques du

plan actualise

horizon 2020/2025

Reunions du Conseil International du Cacao et des
organes subsidiaires de l'ICCO

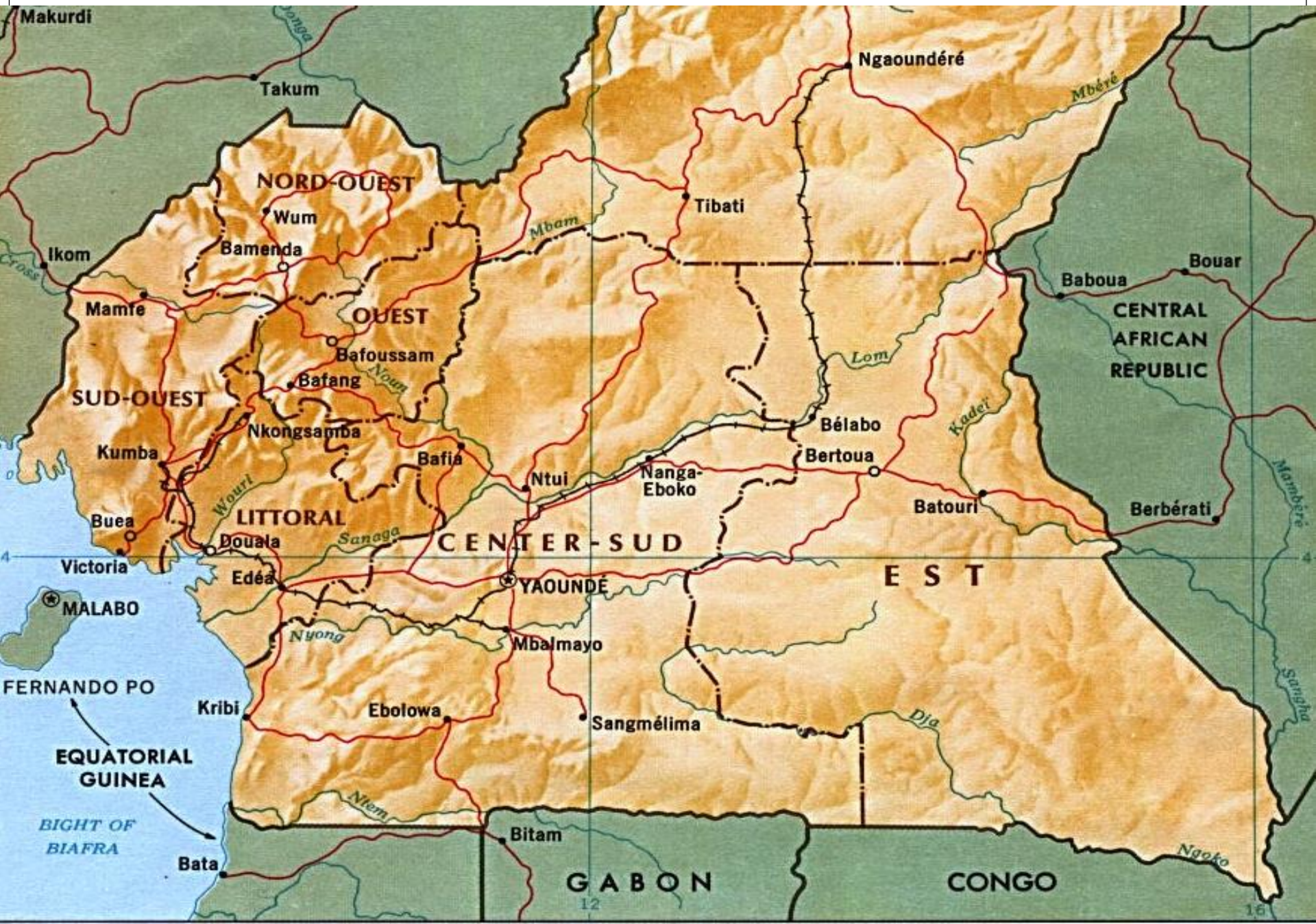


Zurich du 10 au 14/03/2014

Hôtel RADISON BLU

Pierre Etoa Abena CT1 ONCC/NCCB

cameroun



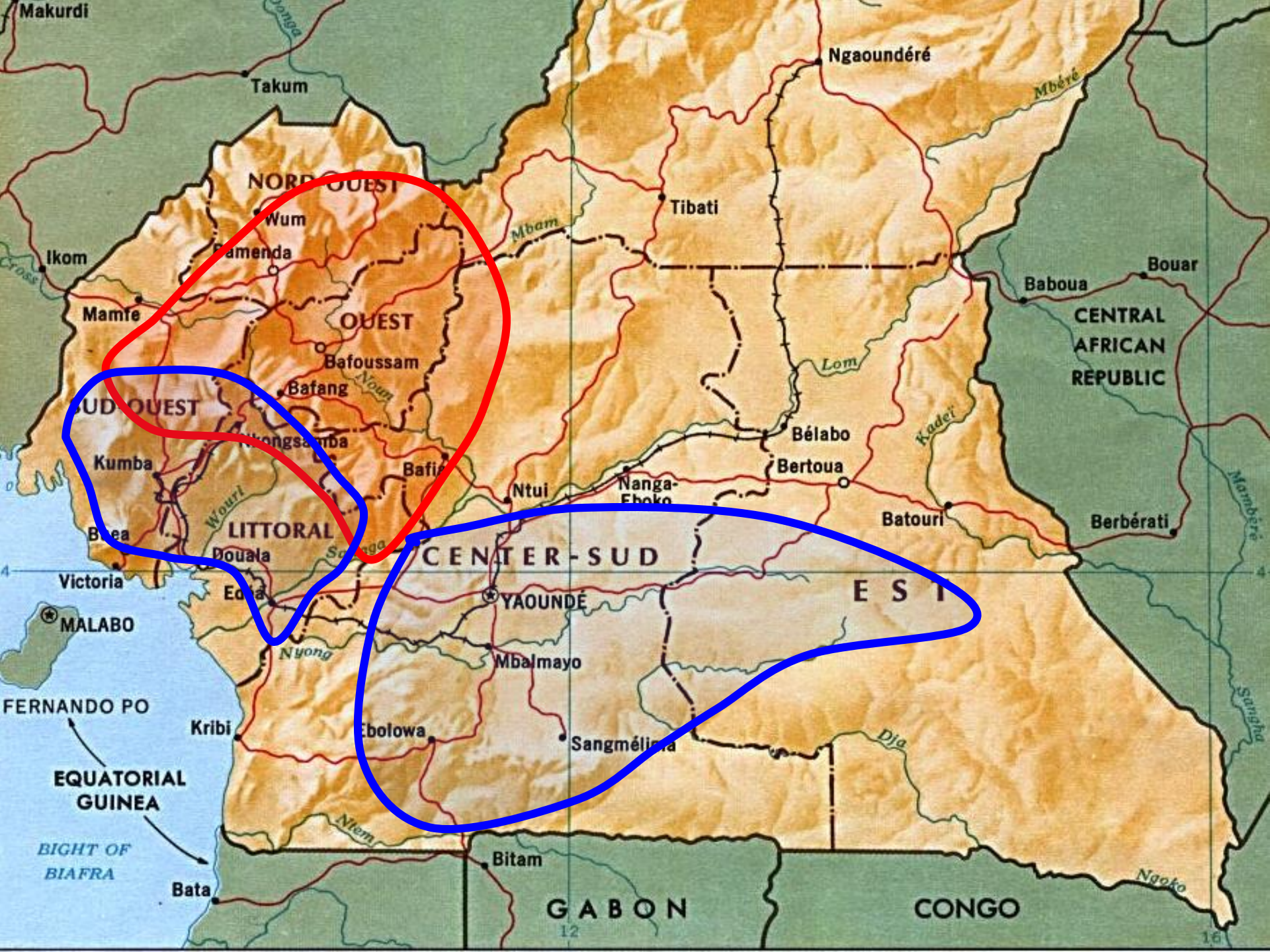
Le travail d'actualisation du Plan 2002 qui a démarré depuis janvier 2013 est conduit en quatre 4 phases:

- **La phase 1:déjà terminée;** (Collecte/Etude documentaire et enquêtes) soldées par la publication et la diffusion d'un document de référence intitulé « **Eléments de réflexion en vue de l'actualisation du plan de relance et de développement des filières cacao et café horizon 2020** » ;
- **La phase 2: Pré validation ;** « **document de synthèse** » **obtenu après intervention des points focaux des administrations, des autres institutions des filières, et consultation des autres acteurs** a été clôturée à par (i) un atelier regroupant les représentants de tous ces acteurs et (ii) prise en compte par le **groupe de travail restreint constitué au sein de la Cellule PM de Suivi et de Coordination des filières Cacao et Café** des diverses contributions et enrichissements des participants et surtout (iii) **élaboration d'une matrice des projets et programmes priorisés et validés.**
- **La phase 3 : Validation** proprement dite du document de PLAN incluant ses étapes de mise en œuvre et prenant en compte les enrichissements au niveau du pilotage stratégique des filières lors d'un **atelier de haut niveau prévu en fin Mars 2014** à l'intention des Secrétaires Généraux des Ministères concernés, des Directeurs Généraux des organismes intervenant dans la filière Cacao et des autres acteurs identifiés dans le cadre de la plateforme de partenariat Public privé de partenariat mise en place auprès du Premier ministre Chef du Gouvernement.
- **La phase 4: validation du document final** du **Plan Horizon 2020/2025** en Avril 2014 au niveau interministériel.

Introduction

Le plan de relance et de développement de la filière Cacao du Cameroun vise cinq principaux objectifs à l'horizon 2020/2025:

- Produire 600 000 tonnes de cacao dans les superficies et le verger actuels principalement ;
- Assainir totalement la commercialisation interne et externe par (i) la professionnalisation des acteurs, (ii) l'éradication des interventions illégales (coxage), et (iii) la mise en place d'une **bourse du physique**;
- Augmenter les volumes de transformation locale de cacao à hauteur de 40% de la production nationale et promouvoir la consommation domestique;
- Améliorer le financement de la commercialisation des produits et celle de la filière Cacao en général, de la production à la transformation/promotion, par le prélèvement de 5% de la valeur FOB moyenne annuelle des exportations de cacao et la réallocation de ces ressources aux activités de relance, en privilégiant la production et les infrastructures;
- Réformer les institutions dans les filières et rationaliser les interventions des acteurs institutionnels et non institutionnels dans le cadre de la **Plate forme de Partenariat Public/Privé**.



NORD-UEST

UEST

SUD-UEST

LITTORAL

CENTER-SUD

EST

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

GABON

CONGO

EQUATORIAL GUINEA

BIGHT OF BIAFRA

I -A/ Au niveau de la production et des producteurs.

- asseoir les fondements d'une production durable en vue de réduire la pauvreté en milieu rural;
- garantir une rémunération équitable des producteurs et améliorer leurs revenus, leur cadre de vie et leur bien-être en général;
- disposer d'une meilleure représentativité des producteurs et de leurs Organisations professionnelles au sein de l'Interprofession en vue de leur responsabilisation effective.

I-B/ Au niveau des autres opérateurs :

- disposer d'un cadre de concertation permanent pour conforter la confiance du secteur privé en vue de sécuriser, d'accroître et de rentabiliser ses investissements dans les filières;

I-C / Au niveau de l'Etat.

- bénéficier de recettes prévisibles grâce à une meilleure tenue des statistiques de production, de commercialisation et de transformation, aux ventes anticipées et à la gestion transparente des opérations ;
- améliorer sa position de 5^{ème} producteur mondial de fèves de cacao ;
- améliorer le label Cameroun , le repositionner en prime sur le marché international et optimiser les opportunités offertes par les marchés de niche par l'adoption d'un cadre harmonisé et des normes de certification ;
- Optimiser la coordination des projets et programmes et rationaliser les interventions dans les filières;

production

La production du cacao a augmenté de 120 000 en 1992/94 à 240 000 tonnes en 2014 pour environ 600000 ha en production.

Nouvel objectif annuel fixé à 600 000 tonnes d'ici 2020/2025.

II- A/ Les problèmes persistants à résoudre:

1. La vieillesse du verger (25 à 50 ans) et des planteurs (65 ans en moyenne);
2. La mauvaise qualité de certains intrants en circulation (fongicides, pesticides, engrais);
3. La faiblesse de l'encadrement des producteurs et la couverture désordonnée des bassins en matière de vulgarisation agricole et de conduite des projets;
4. La faiblesse des rendements dans les exploitations;
5. Le faible approvisionnement des producteurs en matériel végétal certifié (10 à 20 % de couverture effective);
6. La faible couverture des bassins en matière de protection du verger national (5 à 10% de couverture);
7. L'absence de mesures incitatives et de financements spécifiques;
8. Les problèmes fonciers...

pour augmenter la production

- La relance et l'intensification des activités de recherche pour la production d'un matériel végétal performant et une protection appropriée du verger;
- La réhabilitation et l'extension des champs semenciers existants;
- la création et la multiplication des champs semenciers dans les bassins de production par : (i) **l'utilisation de technologies innovantes** de types **bio fabrique, greffage à 21 jours** pour augmenter le matériel végétal certifié disponible, dépasser le taux de couverture annuelle de 10 à 20 % et, optimiser sa mise à disposition aux producteurs, **en vue de l'augmentation des surfaces cultivées et des rendement** (ii) **la spécialisation des champs semenciers (mise en place d'une filière de production et d'exportation de cacao fine and flavour);**
- La réorganisation de la gestion des terres agricoles, la reprise en main et l'intensification des activités de vulgarisation par l'état, en partenariat avec le secteur privé agréé (bonnes pratiques agricoles, utilisation des engrais, protection intégrée du verger....);
- La reprise en charge de la protection du verger à grande échelle par l'état **pour atteindre un taux minimum de couverture annuelle de 75% et la promotion de l'utilisation des engrais biologiques;**
- La mise en place de mesures incitatives pour encourager le renouvellement du verger cacaoyer national et la production de fèves de bonne de qualité (concours, financements, primes....)

et la qualité

II-A) Les problèmes persistants identifiés dans la Commercialisation:

- 1. la disparité du prix au producteur bord champs, en fonction de l'état des infrastructures et de l'éloignement des bassins de production du port principal d'embarquement (Douala);**
- 2. Le manque de transparence dans la prise en compte des charges de commercialisation pour le calcul du prix au producteur (absence d'un observatoire);**
- 3. La multiplication et le désordre des interventions des structure privées de certification sur le terrain et son principal corollaire, le message brouillée transmis aux producteurs;**
- 4. Les faibles performances des groupements de producteurs faute de financements pour les achats d'intrants, les opérations de collecte et de groupage et à cause de la multiplicité des interlocuteurs;**
- 5. La position dominante des multinationales;(grâce à leur maillage logistique des zones de production ces acteurs majeurs maitrisent directement ou par des partenariats locaux 90% du marché)**
- 6. La non généralisation des marchés périodiques (forte résistances dans le Sud ouest et le littoral, l' indiscipline des opérateurs dans les autres bassins);**
- 7. La mise en marché désordonnée au niveau international et son corollaire l'absence de primes sur la qualité et le manque de transparence sur les prix .**

LA QUALITE DU CACAO

La baisse de la qualité significative pour le cacao est due à:

1. La mauvaise qualité des intrants, la vétusté des infrastructures de séchage dans les zones de forte humidité et la généralisation des mauvaises pratiques post récolte par les producteurs et les intermédiaires faute de marchés périodiques;
2. L'absence d'un contrôle renforcé la qualité des fèves et des interventions au niveau bord champs;
3. Le manque de traçabilité des produits de bord champs au port d'embarquement (suppression des zones d'achat);
4. la difficulté à mettre en place un différentiel qualité à l'achat des fèves bord champs (forte pression des intermédiaires sur le producteur);
5. La généralisation de la collecte indifférenciée et non sécurisée des produits, des mélanges de récoltes et de qualités pratiqués par les acheteurs et les exportateurs;
6. La non responsabilisation effective des sociétés agréées de contrôle de la qualité relativement à la qualité des produits à destination.

L'assainissement en cours de la commercialisation qui vise à terme la mise en place d'une Bourse du physique se déploie à travers:

1. Revoir le dispositif légal et réglementaire mis en place depuis décembre 2004 (loi No 2004/025 du 30/12/2004 et décrets Pm 2005/1211 et 1212 ensembles les arrêtés du MINCOMMERCE subséquents);
2. Renforcer Les interventions des projets PA3C du MINCOMMERCE, et AOC de l' Interprofession dans le cadre de l'optimisation de la commercialisation;
3. Redéployer et renforcer l'ONCC sur le terrain en vue de la rationalisation des circuits de commercialisation (différenciation/sécurisation des zones, contrôle des achats, contrôle des prix des instruments et des acteurs, contrôle de la qualité) et la professionnalisation des acteurs (développement des capacité) la lutte contre les abus de position dominante et les monopoles privés.
4. Poursuite de la modernisation et de l'amélioration de la couverture territoriale du système d'information (SIF) mis en place par le MINCOMMERCE et l'ONCC, pour assurer la transparence des opérations (prix et tendance des prix, stocks certifiés, offres d'achat et de vente, intrants, divers....) et l'amélioration du prix au producteur afin de garantir 70 à 75% de la valeur FOB moyenne des ventes en faveur des producteurs et de maîtriser les divers frais d'approche.

(suite) Solutions preconisees en commercialisation et qualité

Comme autres mesures fortes envisagées:

- Le retour à un système de ventes anticipées (à hauteur de 70% des volumes annuels de récolte) intégrant les sécurité requises (création d'un fonds de Régulation cogéré avec le secteur privé); pour la commercialisation extérieure;
- Le renforcement du dispositif de contrôle et de certification de la qualité tant à l'intérieur (intrants divers, fèves, acteurs) du pays qu'au niveau des ports d'embarquement(fève et prestations des acteurs) et l'amélioration de la réglementation(normes et règlements techniques) en matière de protection du consommateur et de certification;

Transformation

L'objectif de transformation fixé à 30 % de la production nationale tel que fixé dans le Plan 2002 n'a pas été atteint.

(i) le cacao est transformé par La SIC CACAOS et CHOCOCAM pour 28000 Tonnes par an soit 12% environ de la production nationale. D'autres unités sont en cours d'installation; **(ii)** La transformation artisanale du cacao est mal organisée (statistique et normes) et la transformation des sous produits du cacao est encore limitée aux expériences pilotes conduites dans le secteur rural en l'absence de normes techniques et sanitaires appropriées.

Le nouvel objectif de transformation de 40% de la production est difficile à atteindre à cause:

(i) de la compétition exacerbée entre transformateurs et autres acteurs au niveau de la collecte; **(ii)** de la collecte indifférenciée des produits et de l'absence de contrôle de la qualité; **(iii)** des difficultés d'approvisionnement auprès des coopératives et des exportateurs; **(iv)** de la vulgarisation insuffisante des technologies de transformation des sous produits du cacao et du café, **(v)** de l'absence d'incitations spécifiques.

Transformation

Solutions préconisées: l'augmentation globale de la transformation locale du cacao en produits semi-finis et finis (beurre et poudre de cacao, chocolat et autres produits dérivés,) nécessitera:

- (i) la mise en place de normes pour la transformation locale et l'exportation des produits transformés;
- (ii) Le développement des capacités des acteurs concernés et la mise en place de mesures incitatives appropriées;
- (iii) le développement et la vulgarisation des paquets technologiques simples et peu coûteux destinés à la production commerciale de sous-produits et de produits non traditionnels du cacao, mettant ainsi nombre de ces produits à la portée des planteurs ou des groupements de planteurs;
- (iv) la conduite des études de faisabilité économique pour chaque sous-produit;
- (v) la promotion de la valorisation artisanale des sous-produits en milieu rural.

/promotion

La promotion de nos produits au plan national et international est insuffisante et souffre des conséquences du relâchement des contrôles et de la déréglementation de la commercialisation interne.

Entre autres solutions préconisées:

- (i)** La promotion générique sur les vertus du cacao et la vulgarisation de la consommation du cacao du Cameroun auprès de jeunes et des adultes;
- (ii)** Le renforcement des contrôles internes et la certification de la qualité à l'exportation;
- (iii)** Le positionnement du cacao du Cameroun dans les cacaos fins (mise en place d'une filière de production et d'exportation des cacao fins) et des indications géographiques pour valoriser certains terroirs ;
- (iv)** La recherche de nouveaux débouchés dans les marchés non traditionnels et les pays émergents;
- (v)** L' institutionnalisation de la promotion à travers «la Semaine du cacao » et de FESTICAO organisé par l'interprofession.

parafiscalité/ financement

L'insuffisance des ressources dédiées constitue la contrainte majeure pour:

- 1.** L'accès des producteurs et leurs organisations à des financements dédiés en vue de l'intensification des systèmes de production du cacao;
- 2.** l'amélioration du financement de la commercialisation interne et externe;
- 3.** l'augmentation qualitative et quantitative de la transformation et de la consommation locales;
- 1.** la promotion de l'origine et des labels.

parafiscalité/ financement

Les solutions préconisées visent à :

- Revoir et augmenter progressivement la para fiscalité (taxation spécifique à l'exportation des produits bruts, semi finis et finis) pour renforcer les ressources du fonds de développement (FODECC), constituer et alimenter un Fonds de garantie, et pour prendre en compte les charges réelles des organes des filières en fonction des programmes d'activités (SODECAO, ONCC) ;
- Renforcer la sécurisation de l'utilisation des ressources du FODECC et adapter ses procédures aux contraintes du calendrier agricole;
- Utiliser les récépissés d'entrepôts (WRS) les warrants et mettre en place une infrastructure spécifique (entrepôts certifiés) pour le financement de la commercialisation;
- Mettre en place des incitations spécifiques pour la production et la transformation du cacao;
- Recourir à des formules innovantes en relation avec le secteur privé dans le cadre de la Plateforme de Partenariat Public/Privé pour la structuration, la mise en place et l'utilisation des financements dans la filière cacaoyère .

**pour votre
bienveillance
n
attention**

